

N° DP 24/19

DECISION DU PRESIDENT

MODIFICATION DES ACTES CONSTITUTIFS DE LA REGIE D'AVANCES ET DE RECETTES DES EAUX DE LA GARDE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18, relatifs à la création des régies de recettes, d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

VU le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le Code de la Santé Publique et le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution d'une bonification indiciaire intégrée à la rémunération de la fonction de régisseur, conformément à la nouvelle réglementation en vigueur,

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

VU décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptaibles publics,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

VU la décision du Président n°17/166 du 28 décembre 2017 portant création d'une régie de recettes métropolitaines des eaux de La Garde,

VU la décision du Président n°20/291 du 09 juillet 2020 portant modification de la décision n°17/16 du 28 décembre 2017,

VU l'avis conforme du Comptable Public assignataire en date du 27/10/2023,

CONSIDERANT l'intérêt de proposer aux abonnés la possibilité de payer via un contrat de mensualisation,

CONSIDERANT l'accroissement du nombre d'abonnés utilisant des moyens de paiement dématérialisés,

CONSIDERANT la nécessité d'augmenter le seuil du montant maximum d'encaisse,

CONSIDERANT que la nécessité d'augmenter le montant de l'avance accordée au régisseur permettant notamment de rembourser les trop perçus encaissés,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DIRE que la Régie mixte métropolitaine des eaux de La Garde est installée Rue Jean Baptiste Lavène.

ARTICLE 2

DE DIRE que la régie encaisse tous les produits liés à l'exercice des compétences eau et assainissement, notamment les produits :

- Factures d'eau et d'assainissement
- Factures rectificatives et reliquats
- Taxe d'ouverture des contrats (TOC)
- Factures de travaux
- Vente de cartes monétique
- Factures de recharges en eau des cartes monétiques
- Prestations selon grille tarifaire
- Pénalités selon grille tarifaire
- Vente de métaux aux professionnels ferrailleurs.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes désignées à l'article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèque bancaire et assimilé
- Virement bancaire
- Carte bancaire au guichet ou par téléphone
- Télépaiement
- Prélèvement automatique
- Mensualisation.

En contrepartie des droits encaissés, le régisseur est tenu de remettre au débiteur une quittance type informatique ou manuelle.

ARTICLE 4

DE DIRE que la régie rembourse les dépenses suivantes aux abonnés :

Trop-perçus des produits listés à l'article 2.

ARTICLE 5

DE DIRE que les remboursements désignés des produits listés à l'article 2 sont effectués uniquement par virement bancaire SEPA.

ARTICLE 6

Un compte de dépôts de fonds (DFT) est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques.

ARTICLE 7

Le régisseur sera aidé dans sa fonction par un ou plusieurs mandataires suppléants selon la réglementation en vigueur. Ils seront désignés par Monsieur le Président sur avis du Comptable Public assignataire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'intervention du régisseur et des mandataires a lieu dans les conditions fixées dans leurs actes de nomination.

ARTICLE 8

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé comme suit :

Montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à : 300 000 €. Ce montant est porté temporairement à 1 300 000 € pendant une période de 45 jours à compter de la date de début de perception des sommes recouvrées par prélèvement pour chaque rôle général d'eau et d'assainissement.

Montant maximum de la seule encaisse en numéraire : 30 000 (trente mille euros).

ARTICLE 9

L'avance sera constituée sur le compte ouvert à la Direction Départementale des Finances Publiques. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 60 000 euros (soixante mille euros).

ARTICLE 10

Le régisseur sera tenu de verser au Comptable Public Assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9.

ARTICLE 11

Le régisseur verse auprès de la Métropole Toulon Provence Méditerranée la totalité des pièces justificatives des opérations de dépenses.

ARTICLE 12

Compte tenu des dispositions relatives au régime indemnitaire lié aux fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel (RIFSEEP), l'indemnité de maniement des fonds susceptible d'être allouée aux régisseurs et aux mandataires suppléants n'est pas cumulable avec le RIFSEEP.

Pour leurs fonctions, les régisseurs et les mandataires suppléants se verront, le cas échéant et dans les conditions visées à l'annexe 2.21 du décret n°2006-779 du 3 juillet 2006, attribuer une bonification indiciaire intégrée à leur rémunération, conformément à la nouvelle réglementation en vigueur.

ARTICLE 13

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Comptable Public assignataire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **12 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



De : veronique.breuil <veronique.breuil@dgfip.finances.gouv.fr>

Envoyé : vendredi 27 octobre 2023 15:42

À : GUILLOU Jerome <jguillou@metropolepm.fr>

Cc : DUBOIS Regis (83) <regis.dubois@dgfip.finances.gouv.fr>

Objet : Fwd: Demande d'avis conforme

Bonjour,

Je vous informe de l'avis conforme du comptable aux modifications es régies des eaux de Six-Fours-les-Plages et de La Garde.

Cordialement,

Véronique BREUIL
Inspecteur des Finances publiques
Service Comptabilité - Régies
SGC Toulon
Place BESAGNE
83000 Toulon
04 22 80 19 74

